Vous pourriez la repérer facilement dans les bulletins d'informations du soir : la seule femme parmi les hommes en costumes gris qui sont quotidiennement abordés par les journalistes à leur sortie, les lèvres tendues et serrées, des réunions à huis clos. By Ephraim Nsingo

Dans les récentes discussions sur le partage du pouvoir entre l'Union nationale africaine du Zimbabwe-Front patriotique (ZANU-PF) et deux ailes du Mouvement pour le changement démocratique (MDC), Priscilla Misihairabwi-Mushonga était la seule femme négociatrice, représentant la faction dissidente du MDC.

Le 15 septembre, lorsque l'accord de partage du pouvoir a été signé au milieu des applaudissements, elle a jeté des regards furtifs à travers la salle, en vain.''Il n'y avait même pas une pancarte du mouvement des femmes'', a-t-elle déclaré à IPS. ''J'étais vraiment déçue''Ce commentaire trahit son cœur et sa vie d'activiste. Pour Misihairabwi-Mushonga, âgée de 41 ans, ce n'est pas votre grand politicien habituel, sortant lentement du rang d'un parti. Elle s'est fait les dents sur le mouvement des femmes et des droits de l'Homme au début des années 1990, lorsque la société civile se frayait un chemin dans le parti unique d'Etat, de facto, du Zimbabwe.

En tant que fondatrice du réseau féministe 'Women and Aids Support Network' en 1989 et plus tard de l'Assemblée constitutionnelle nationale (NCA), Misihairabwi-Mushonga a défié l'oppression — patriarcale et politique — depuis qu'elle a obtenu un diplôme en journalisme. Les médias ont perdu une journaliste et la société civile a gagné une activiste.

''Elle est une femme dont l'engagement et la détermination m'ont frappé'', affirme le président de la NCA et collègue activiste de longue date, Lovemore Madhuku.

Son mentor et inspiration était la fougueuse féministe Margaret Dongo, une ancienne guérilla de la lutte de libération et plus tard députée de la ZANU-PF, qui a osé critiquer le parti au pouvoir et s'est présentée comme candidate indépendante en 1995 sur une plate-forme de la démocratie et des droits de l'Homme.

Misihairabwi-Mushonga a appris les ficelles en tant qu'agent électoral et a été élue conseillère à

Harare en 1996. La société civile devenait plus puissante. Quelque chose de plus grand que le petit parti de Dongo se préparait — le MDC — et Misihairabwi-Mushonga s'est jetée entièrement dedans.

Les électeurs du MDC de Glen Norah, à Harare, l'ont élue au parlement en 2000 et de nouveau en 2005 — élections émaillées de violences, de tortures et d'assassinats de l'opposition. Elle a été arrêtée pendant un laps de temps en 2004.

Au parlement, elle est devenue la première femme à présider le portefeuille de la commission des Comptes publics et était la personne clé dans la rédaction de la Loi sur des délits sexuels en 2001 et la Loi sur les violences conjugales adoptée en 2006.

Luta Shaba, directrice de 'Women's Trust', une ONG basée à Harare, la décrit comme une femme "passionnée et ayant des principes".

Avoir une féministe au parlement à aidé le mouvement des femmes, affirme Shaba : "Elle nous a donné des conseils sur la manière dont nous pouvons nous engager auprès des politiciens et des partis politiques, et ceci a changé beaucoup de choses".

A la fin de 2005, lorsque Arthur Mutambara a quitté le MDC, Misihairabwi-Mushonga est devenue secrétaire générale adjointe de sa faction. Elle a perdu son siège au parlement dans l'élection de cette année, mais est pressentie pour être nommée dans le nouveau gouvernement d'union.

L'inconvénient de sa carrière est le peu de temps qu'elle passe, à cause de longues nuits et de fréquents voyages, avec son mari, son fils de 16 ans, sa belle-fille et deux jeunes nièces de son feu frère, qui vivent avec elle.

"Je ne me rappelle pas la dernière fois où j'ai passé une semaine entière à la maison", a-t-elle déclaré à IPS.

Avoir le soutien de son mari et de sa famille aide. Son église pentecôtiste et son réseau d'amis constituent une nouvelle source d'énergie dans les moments difficiles, par exemple, lorsque les négociations ont atteint une impasse et qu'aucun compromis ne semblait être possible entre les deux principaux rivaux, Robert Mugabe et Morgan Tsvangirai.

Un autre défi pour Misihairabwi-Mushonga au cours des négociations était d'être toujours entourée d'hommes. "Même lorsque nous sommes allés au sommet de la SADC, tous les chefs d'Etat et leurs ministres des Affaires étrangères étaient des hommes, à l'exception de Nkosazana Dlamini-Zuma (la ministre des Affaires étrangères d'Afrique du Sud)", a-t-elle rappelé.

L'exclusion des femmes montre "la nature patriarcale" de la politique zimbabwéenne et "en dit long sur ce que (les partis) pensent des femmes", a-t-elle indiqué à IPS.

Avoir plus de femmes dans les discussions aurait pu éviter les fréquentes impasses et altercations, dit-elle : "Les hommes ont tendance à être plus rigides; pour les femmes, le compromis n'est pas perçu comme une faiblesse".

Généralement, elle espère voir davantage de femmes en politique : "Des femmes doivent s'asseoir et examiner les opportunités qui se présentent à travers cet accord. Malheureusement, beaucoup de femmes activistes, beaucoup de féministes répugnent à la politique inconditionnelle".

Une raison à cela, affirme-t-elle, est que "les stéréotypes qui ont été inculqués aux femmes sapent leur confiance lorsqu'il s'agit d'occuper un poste politique".La violence et les crises économiques, qui frappent le Zimbabwe depuis 2000, rendent difficiles aux femmes d'envisager une carrière politique.

Mais si les violences politiques s'arrêtent et que cet accord que Misihairabwi-Mushonga a aidé à négocier tient, sûrement que plus de femmes suivront le chemin qu'elle a tracé.

Source: IPS